

COMPTE-RENDU DE L'ATELIER - « Mille pieds dehors, un pied dedans ? » - Entre les utopies concrètes, les mouvements de lutte et les tentatives institutionnelles : faut-il articuler les stratégies pour une métamorphose radicale, et si oui comment ? »

Rencontres « Sans Transition : Utopies et Métamorphoses » - 6 novembre 2021

Notre époque est marquée par une sensation d'impuissance et de détresse face à la guerre au vivant menée par une oligarchie mortifère et autoritaire, qui a décidé de sauver le capitalisme au prix de toutes les formes de vies. Les méga-feux et les « catastrophes naturelles » se multiplient, le GIEC nous promet différentes nuances d'un monde invivable, les inégalités explosent et les satellites d'Elon Musk colonisent l'espace et peut-être bientôt Mars.

Face à ce vertige, que faire et comment ? Partout dans le monde, des soulèvements populaires éclatent, des places et des terres sont occupées, des utopies concrètes émergent « en bas à gauche » à la marge de l'autorité des Etats et du monde marchand, des villes tentent d'être « gérées » différemment...

Bien loin des avant-gardes historiques, nul ne peut plus prétendre détenir « la » bonne stratégie ; « le » chemin viable vers une métamorphose radicale de notre monde. Au contraire : l'enjeu réside peut-être dans une certaine manière de penser leur alliance, leur articulation stratégique pour renforcer tout à la fois les mondes souterrains émergents, le rapport de force et les leviers institutionnels de transformation.

A partir de témoignages situés, cet atelier propose d'interroger précisément les modalités d'articulation entre les trois grands idéaux-types historiques de stratégies de transformation : les stratégies de « rupture » révolutionnaire à travers les insurrections/mouvements sociaux, les stratégies « interstitielles » ou destituantes d'alternatives qui tentent de s'autoorganiser en parallèle des pouvoirs, les stratégies « symbiotiques » de transformation « au cœur de la bête », à l'intérieur de la puissance publique, de la sphère privée ou de l'ordre du droit.

Dans cette époque troublée, faudrait-il les penser et les pratiquer à nouveau frais, et si oui comment ? Quels pièges à éviter ? Certain.e.s disent avoir « un pied dedans, mille pieds dehors »... mais peut-on danser ensemble sans trébucher ?

Table des matières

PREMIERE PARTIE – TEMOIGNAGES ET CO-INTRODUCTION	2
DEUXIEME PARTIE - DISCUSSIONS EN PETITS GROUPES	10

PREMIERE PARTIE – TEMOIGNAGES ET CO-INTRODUCTION

Laurent Jeanpierre, sociologue à l'université Paris-1 :

Merci beaucoup à la Fondation de m'avoir invité. Je suis chercheur en sciences sociales et sciences politiques à Paris 1 après avoir été à Paris 8 pendant onze ans. Je travaille sur la transformation post-capitaliste, notamment avec un séminaire sur les utopies réelles. Je travaille beaucoup sur les politiques préfiguratives, les mouvements révolutionnaires notamment les gilets jaunes, et aussi beaucoup sur les formes d'assemblées dans leur variétés historiques et anthropologiques.

Dans mon intervention, je vais proposer deux grands points, une grammaire pour discuter et penser cette articulation des pratiques dans des cadres d'intervention divers, des mouvements sociaux, ONG, des collectifs plus informels, à partir notamment des travaux d'Erik Ollin Wright.

D'abord, je voudrais dire un mot sur le terme de stratégie lui-même : on pourrait tout à fait mettre en question l'utilisation de ce terme, du fait de ses origines militaires, virilistes etc. Il est conservé pour cette discussion, on peut en discuter, il faut le désacraliser, je continue de l'employer pour 4 raisons. Je vois au moins quatre raisons pour continuer de l'utiliser.

Premièrement, on peut parler de stratégie parce qu'on est insatisfait d'en rester au plan des tactiques, des actions commandées par les circonstances et situations données, des routines, des habitudes inévitables dans des agencements humains ; militants et a fortiori dans des agencements institutionnels.

Deuxièmement, parler de stratégie pour ne pas s'en tenir au volontarisme qui est au fond la conception implicite de l'action que tout militant politique ou existentiel, que toute personne qui fait de la politique a, l'idée que « quand on veut on peut », et que ça suffit à toute stratégie. Le terme de « stratégie » permet de se débarrasser de tout volontarisme implicite ou explicite.

Je conserve le terme de stratégie car il témoigne d'une exigence de réflexivité constante sur ce qui accroît de la puissance, ce qui marche ou ne marche pas, une réflexion pratique et pragmatique qui doit être consubstantielle à l'agir politique.

La troisième raison, plus importante, est que la notion de stratégie oblige à penser l'action sociale et politique dans un plan plus large :

Spatialement, en le pensant au sein d'un écosystème de luttes, de politiques préfiguratives, de réformes, d'expériences partagées à une échelle locale, territoriale, transnationale, translocale, comme vous voulez, et souvent tout cela à la fois, ce qui a beaucoup été mentionné dans l'atelier « 50 nuances de commun(s) »

La notion de stratégie oblige à penser notre action aussi dans le temps, là aussi depuis hier il a beaucoup été question depuis hier du temps nécessaire aux rencontres, à l'apprentissage des institutions, au partage des expériences, à la mise en place des communs et de la démocratie radicale. Une inscription dans le temps, dans la durée, au-delà de soi, au-delà d'un collectif, d'un cycle de combat donné, au-delà même d'une génération.

Les expériences paradigmatiques souvent mobilisées dans le champ militant, comme par exemple le zapatisme au Chiapas etc, rappellent l'importance de la transmission transgénérationnelle, l'importance de penser et transmettre au-delà de soi. Cet enjeu de transmission intergénérationnel était aussi rappelé dans la pièce de théâtre hier, « Nous étions debout et nous ne le savions pas » qui mettait en regard des dialogues de génération, notamment autour de la ZAD et d'autres expériences.

Une quatrième raison pour laquelle je garde cette idée de stratégie, c'est qu'elle implique quelque chose de difficile : un accord sur un horizon partagé. Est-ce que ce sont des valeurs à atteindre ? Comment appelle-t-on cet horizon ? Ici, on présuppose qu'on est d'accord sur cet horizon : un horizon postcapitaliste ou anticapitaliste, écologique ou écosocialiste, social, féministe, etc. Même si on peut longtemps débattre des termes, un des enjeux du débat est ici d'aller au-delà des questions idéologiques, mais il faut reconnaître un socle minimal de valeurs partagées dans des personnes dans des contextes très variés – institutionnel, anti-institutionnel, para-institutionnel. Ce socle commun il faudra probablement prendre la peine de l'énoncer positivement, même si certain.e.s, militants ou pas ont déjà proposé des termes : le bien vivre ; dans notre contexte européen, égalité, autonomie, entraide.

Derrière l'idée de stratégie il y a l'idée d'un but.

Comment penser l'articulation des stratégies ?

Une fois qu'on a dit qu'on avait des raisons d'être intimidé par le terme de stratégie, et en même temps des raisons de le conserver, tout du moins les exigences qu'il nous pose, je voudrais dire comment on peut essayer de penser ces stratégies.

A la suite des travaux d'Erik Ollin Wright, je dégage schématiquement 3 mécanismes de transformation historiques post-capitalistes :

- Des mécanismes de rupture renvoient à des mécanismes offensives et subversions micropolitiques, mais aussi des conjonctures révolutions à échelle macrohistoriques
- Les stratégies interstitielles, qui sont un continent très varié et fragmenté, qui est aussi le continent des politiques préfiguratives, les actions directes où on ne demande rien ou peu, mais où on fait beaucoup. On le trouve dans toutes les sphères de la société : économie, écologie, social, santé, travail, alimentation, éducation, etc, sans être exhaustif. Cela n'est pas toujours pensé comme « un » continent mais recouvre des formes organisationnelles très variables : associations, communautés intentionnelles, entreprises, etc.
- Les stratégies dites « symbiotiques » par Ollin Wright, au sein des pouvoirs publics, dans l'Etat, par la loi et le droit, par ces que Wright appelle la « démocratisation de l'Etat », qui est un mot d'ordre un peu général mais nécessite d'être un peu incarné. On pourra en parler.

En disant qu'il y a 3 stratégies générales pour dépasser le capitalisme, il s'agit de dépasser les oppositions idéologiques héritées du 20^{ème} siècle binaires, et de faire de la pluralité interne des écosocialismes un facteur de force et pas d'impuissance. Il ne faut pas non plus oublier que ces stratégies se sont parfois combattues à mort, par exemple dans l'entre-deux-guerres, et constituent nos identités, nos identifications, nos appartenances à des milieux. On est actuellement dans un moment relativement favorable, apartisan ou post-partisan, post-idéologique qui fait qu'on pourrait aller un pas au-delà, en laissant tomber ces identités

idéologiques héritées, notamment dans la « démocratie du faire », et essayer de mettre en parenthèse les questions de croyances et de convictions pendant un temps.

Le raisonnement de Wright est de dire « il y a de l'écোসocialisme » dans tous les agencements humains, et que l'enjeu est de le faire croître de manière incrémentale. Lui dit il « éroder le capitalisme » qui serait la combinaison de l'ensemble des stratégies.

Si on admet ce cadre de pensée comme une formalisation de nos débats en général, l'enjeu devient alors de réfléchir à des combinaisons favorables et défavorables à l'augmentation de puissance de cet écোসocialisme par en bas, ou de ses valeurs (égalité, entraide, autonomie, etc). On peut ainsi « évaluer » nos pratiques et celles des autres en fonction de leur conformité à ces valeurs ; de leur viabilité dans la durée ; et leur contribution à cette « érosion du capitalisme ».

On est obligé d'avoir cette réflexion historique car on a perdu depuis 50 ans et c'est un désastre. On est obligés d'imaginer des alliances entre stratégies interstitielles et symbiotiques, qui n'ont pas été vraiment pensées historiquement. Pour Wright, la stratégie conflictuelle ou la révolution n'est pas pensée comme un départ mais comme un point d'arrivée d'une stratégie érosion.

Cette approche nous oblige, nous invite à réfléchir à nos manières de concevoir l'histoire e l'historicité du postcapitalisme. Je suggère simplement cela pour éclairer la suite, ça n'est pas être un cadre contraignant, il peut être discuté et contesté !

Clarisse, usagère du Quartier libre des Lentillères (Dijon) :

Je vais parler beaucoup moins vite parce que je n'ai pas la même pratique que mon voisin ! Je suis usagère du Quartier libre des Lentillères à Dijon. Je remercie la Fondation Danielle Mitterrand. J'ai un rapport particulier avec les institutions, je suis aussi institutrice, je travaille au cœur du service public donc à l'intérieur des institutions, ça me donne une expérience, et ne m'empêche pas de consacrer une grande partie de ma vie à la lutte pour les Lentillères, ça me porte fort.

Pour reprendre le fil historique, le Quartier Libre des Lentillères, c'est 8ha de terres en friche occupée à Dijon dans la ville depuis 11 ans, à la périphérie de la ville. Cette occupation est venue parce qu'ils avaient pour projet de construire un écoquartier en béton, mais ce terrain avait été consacré à l'agriculture maraîchère des années auparavant. Depuis dix ans, on a lutté pour garder ce terrain habité utilisé contre un gros projet immobilier. On a été plusieurs à venir défricher et installé des parcelles maraîchères. Petit à petit des maisons ont été occupées par des collectifs, des gens ont habité sur place. Cela a donné une sorte de petite Zad, il y a eu un entremêlement entre occupation de la terre, la vie, la lutte, un entremêlement entre vie et politique.

A ce moment-là il s'est joué un rapport de force très frontal avec la municipalité. On se revendique de l'autonomie, un peu comme au Chiapas, cet imaginaire était présent, on voulait faire une sécession avec la mairie : il n'y a pas moyen qu'ils viennent récupérer ces terres ! Une stratégie de rupture, avec le fait d'envisager qu'on puisse défendre ce lieu physiquement. C'était un imaginaire très fort à l'époque de l'occupation, qui est toujours là aujourd'hui mais s'est transformé du fait du contexte.

On a voulu bâtir, construire, accueillir, habiter sur ce quartier dans une vraie pensée de l'autonomie par rapport aux institutions.

Le premier exemple qui est parlant : assez vite, malgré cette volonté d'autonomie, on a du s'organiser collectivement. Faire sécession avec l'institution formelle ne veut pas dire qu'on ne s'organise pas collectivement → Au contraire on a fait rapidement une « Assemblée des usager.e.s » du quartier pour prendre des décisions, qui existe quasiment depuis 2010. Une manière d'instituer des choses avec des usager.e.s du quartier, même si c'est différent d'institutions formelles plus normatives.

L'autre exemple qui me semblait parlant, à l'endroit de l'économie. Aux Lentillères l'économie vient s'instituer quand il y a production, la volonté de partager ses produits, accueillir du public faire des concerts, des groupes etc. Le quartier vit avec les bénéfices des fêtes organisées, des marchés : environ 3000 euros par an. C'est ridicule, mais ça montre qu'être en dehors des institutions permet d'avoir des fonctionnements qui échappent à des logiques financières/économiques/ou d'appel à projet = on n'a pas cette pression de répondre à des normes, des appels à projet, etc.

On est dans une volonté d'autonomie, on s'affirmait là-dedans pour contrer ce projet immobilier.

En 2017, c'est un premier moment de rupture et de bouleversement : la rumeur circule que la municipalité veut expulser les différents lieux et habitant.e.s des Lentillères. Cela crée une crise, un sentiment de risque etc.

On crée une nouvelle « Assemblée de luttes », on s'y retrouve une fois par mois, ou on parle de stratégie. Ça reprend ce que proposait Laurent juste avant. La stratégie, c'est exigeant, ce sont des heures d'assemblées où on n'est pas d'accord, il faut accepter qu'on ne peut pas toujours prendre des décisions. Entre l'urgence et le consensus, il faut trouver des manières de s'organiser à des moments où on n'y arrive pas, où c'est compliqué. Ces assemblées de lutte permettent de donner une régularité à la pensée de la lutte. A ce moment-là on se dit « on ne peut pas échapper à la logique institutionnelle », des luttes montrent qu'il faut se battre sur le terrain du droit.

A la même période, fin 2017, il y a un groupe juridique à Bure que l'on rencontre, à la Zad de Notre-Dame-des-Landes ces réflexions sont en cours. On se dit « hé, c'est peut-être une bonne idée ! » Les luttes d'autonomie fonctionnent en réseau, ça n'est pas juste le Quartier des Lentillères tout seul. Il y a un échange perpétuel entre plein de zones en lutte qui vont pousser dans une direction, des possibilités, etc. Le groupe juridique des Lentillères naît en 2017.

En novembre 2019, surprise : le maire de Dijon annonce qu'il abandonne le projet ! Cela vient mettre un coup de pied dans la stratégie et la requestionner. Jusqu'alors notre stratégie c'était « contrer », c'est simple. Il annonce qu'en janvier 2020 il va ouvrir des registres et laisser les gens rester avec un bail individuel, et faire partir les autres personnes. Nous on dit « pas moyen d'ouvrir des registres », on reste dans la logique de contrer la mairie en se disant qu'il faut la trouver des armes pour se défendre parce que juste « contrer » ça n'est pas suffisant.

Il y a une question de composition et de compromis à trouver. On veut garder profondément cet endroit, le défendre coûte que coûte, et on sent que ça ne suffira pas de le garder si on reste juste dans une radicalité pure. Comment le conserver.

Les questions qu'on se pose alors :

- Comment on garde le rapport de force à la fois dans la ville, des manifs, en construisant des bâtiments de plus en plus conséquents qui montrent que le quartier se projette à long-terme et qu'en fait on a envie de pouvoir rester ?
- Sur le terrain du droit : quel est l'endroit intelligent où l'on peut réfléchir et lutter sur le terrain du droit ?

Le groupe juridique commence d'abord à réfléchir aux « baux », « est-ce qu'on veut devenir propriétaire » etc. Mais c'est mort, avec 3000 euros de budget par an, y'a pas moyen qu'on devienne propriétaires etc ! On n'avait pas envie que la lutte doive chercher de l'argent partout !

A un moment on travaille avec des avocats et on bosse sur le Plan Local d'Urbanisme, ce qui implique un changement d'échelle. La question ne devient plus celle de la propriété mais du zonage. Le PLU distingue différents zonages : agricole, constructible, à préserver, etc. Il y a une cartographie du territoire qui est découpé selon une logique sectorielle, qui est la logique des aménageurs suite à la période haussmannienne et du code de l'urbanisme, des alignements et des grandes avenues pour bien pouvoir surveiller tout ce qu'il se passe.

Or les Lentillères c'est un empilement de zonage : un chemin pour passer, un endroit où on fait la fête, une caravane d'habitat au bord du chemin. On veut penser la logique du débordement à partir du zonage.

Le groupe juridique commence donc à imaginer l'idée d'une « Zone d'Ecologies Communale ». Il s'agirait de créer juridiquement un nouveau zonage. On a mené un travail avec des avocats, urbanistes, architectes, avec un texte écrit qui va proposer un nouveau zonage permettant un entremêlement des usages. Ça nous permet de nous battre à un autre niveau, il ne s'agit pas juste de racheter des terres. On veut que la mairie soit audacieuse et propose des aménagements du droit [à travers la reconnaissance d'un « sous-zonage »] qui peuvent intégrer les réalités des Lentillères, qui sont des réalités urbaines qui n'existent pas ou peu ailleurs.

Dans un communiqué en novembre 2020, « On se la joue collectif », on demande au maire de l'audace politique, de « tordre le droit » pour trouver des manières de faire que ce qui se vit aux Lentillères puisse continuer et se développer.

[Nous ne séparons pas la réflexion juridique du reste des stratégies d'action et de rapport de force]. La ZEC est le produit du grand chantier de réflexion, tout comme la grande maison commune que nous avons construit récemment : une construction de 170 m² au sol avec charpente traditionnelle en chêne en tenon mortaise, etc. Par exemple, à titre personnel je fais partie du groupe de construction de la charpente. Je ne fais pas directement partie du groupe qui bosse sur la ZEC, mais je vais aux assemblées de lutte. C'est ça aussi l'autonomie, comment on essaie de se transmettre suffisamment de choses pour savoir ce qui se passe sur le plan juridique, la construction, et le rapport de force avec la mairie ?

La ZEC c'est un outil, une proposition juridique. On veut faire exister cet outil, cette proposition pour qu'elle émerge dans différents milieux, dans différents espaces en lutte, dans le monde des juristes, du droit, qu'elle soit reprise, qu'elle prenne de l'ampleur et que la mairie de Dijon ne puisse plus faire sans ! On ne veut pas juste venir et proposer l'ouverture dialogue en disant « Les Lentillères c'est la ZEC ! ». Pour nous les Lentillères ça n'est pas la ZEC, c'est avant tout la vie, la construction de la maison, les concerts dans une semaine, les maraîchers qui cultivent

tous les lundis et jeudis, ma classe qui vient faire une récolte de courge et cuisiner avec les légumes des Lentillères. Les Lentillères c'est tout ça !

Ce qui ne nous va pas dans le rapport au droit et aux institutions c'est comment cela viendrait faire squelette comme si tout à l'intérieur remplissait le squelette du droit ! Y'a un enjeu à dire que les Lentillères ne se battent pas « pour la ZEC » mais tout ce qui s'invente de vie au quotidien. On peut se battre sur le terrain du droit et faire des propositions mais on ne veut pas devenir un truc qui est écrit sur un papier. Les stratégies peuvent se combiner, mais c'était important pour moi de dire ça.

Rhany Slimane, collectif municipaliste « Nous Sommes », Montpellier :

Bonjour, merci à la Fondation Danielle Mitterrand pour l'invitation et pour le OUIGO [rires] !

Je me présente, j'ai 36 ans, je viens de Montpellier, je suis issu des quartiers populaires, et d'ailleurs j'y suis encore je n'ai pas trop bougé. A la base je viens de l'organisation communautaire, du « community organizing » comme disent les américains, et je suis cofondateur du mouvement [municipaliste] « Nous Sommes » fondé en 2019 à Montpellier.

Le point de départ à la base est parti de deux dilemmes.

Le premier : nous vivons une apocalypse climatique. Y'en qui veulent sauver le climat, c'est cool pour eux, nous le problème c'est nous, on veut se sauver nous-mêmes. Il est clair que l'eau de la mer va monter, l'eau douce va se raréfier, on va avoir chaud. Et les premiers qui seront impactés seront les classes populaires et classes moyennes.

Le deuxième enjeu, c'est un enjeu qu'on vit tous : on a le choix entre vivre dans un centre-ville cher, pollué, en insécurité avec les avantages que tu peux gratter d'une vie sociale et culturelle, un accès aux réseaux et à l'emploi... ou bien vivre dans le périurbain où tu dépends de ta bagnole, d'être loin des réseaux, dans un désert social, avec pas ou peu de services publics, pour avoir un lopin de terre, un peu de nature et un peu de paix.

On est pris là-dedans, et ça interroge les politiques publiques d'aménagement du territoire, d'attractivité et de métropolisation dont Montpellier a été l'un des leaders malheureusement avec feu George Frèche, qui avait conceptualisé l'attractivité de « Montpellier la surdouée ». On est passé d'une petite ville endormie à une métropole qui s'étale jusqu'à la mer, au déficit des quartiers populaires.

On est parti de ces problématiques très concrètes et on s'est décentré de tout ce que Laurent a parlé tout à l'heure des enjeux de philosophie politique, et c'est très bien de le faire – je lisais encore Gramsci tout à l'heure. Mais si on ne se décentre pas de philosophie politique pour aller sur le ter-ter, on va avoir un décalage avec les gens et avec nos voisins. Tout ça ne pourra pas changer sans un accroissement du pouvoir d'agir des gens.

On peut résumer ça avec la phrase fr Nelson Mandela : ce qui est fait « pour nous », mais sans nous est fait contre nous.

Où est-ce que les choses se font ? Elles se font à plein de niveau, et notamment, mais pas que, dans le cadre des institutions politiques. Tout à l'heure Laurent tu mentionnais qu'il y avait un

sole de valeur plus ou moins commun entre beaucoup d'acteurs, sans rentrer dans les discussions sur les termes... Et les gens qui portent ces voix-là sont absent des institutions.

L'idée est donc : comment on rentre dans les institutions pour se les réapproprier collectivement !

On a construit un mouvement autonome, stratégique et populaire. Nous on est complètement stratégiques sans aucune réserve, on assume ça énormément sans l'once d'une réserve. Quand on se dit qu'on est « stratégiques », on considère que notre premier objectif, comme une armée, a pour objectif de récupérer des « degrés de liberté ». Tout grand général, contrairement à l'idée reçue, cherche à récupérer des degrés de liberté et des possibilités d'intervention. L'idée est d'avoir un maximum de choses pour pouvoir intervenir. Comment dégager un maximum de degrés de liberté ? Cela passe notamment par la conquête du pouvoir politique et institutionnel.

Ensuite la question c'est : comment on se comporte dans notre mouvement, qu'est-ce qu'on construit entre nous ? En nous-mêmes on est dans l'autogestion, ça se retrouve dans de nombreux milieux, mais jamais dans des partis politiques. On est sur ça.

On se veut populaires, voire même « populistes », et j'assume totalement ce vocable dans la racine du terme. On rejette la dichotomie politique qui nous a été imposée, qui a eu une réalité à un moment, à savoir un clivage gauche/droite pas adapté à nos enjeux.

A Montpellier on considère que la dichotomie qui compte c'est de penser les choses en terme de « Nous / Eux », les « habitants » et « eux » : la « cousinade », la caste, l'élite. Autour de George Frêche s'est créé un système mafieux, je pèse mes mots, comme en Calabre, avec des gens qui ont le pouvoir, se cooptent et confisquent les leviers de décision collective.

Face à ça on ne veut pas tomber dans des histoires de gauche/droite, et c'est pourquoi [lorsque nous nous sommes alliés au deuxième tour des municipales en juin 2020], on a pris des décisions qui ont pu ne pas être comprises parfois [pour faire en sorte que notre tête de liste, Alenka Doulain, puisse être élue minoritaire au conseil municipal], mais on sait pourquoi on les a fait, ça allait avec l'objectif de rentrer dans l'institution et avoir un pied dedans.

Nos mentors sont Barcelona en comú, depuis le début on est proche d'eux. On veut avoir un pied dedans, faire comme le commercial, avoir un pied dedans, un peu forcer la porte et rentrer. On va faire ça.

A chaque fois c'est nous qui sommes victimes de ces pratiques-là = ok, on va les inverser. La pratique elle est mafieuse ? Ok, on va pas essayer de la changer, on va faire du judo ! Face à nous, on a une cousinade basée sur un corpus idéologique : le développement, l'attractivité à tout prix, la métropolisation à tout prix. Créer des grands centres qui assèchent les villes alentours. Je ne sais pas si vous connaissez la région autour de Montpellier, très belle, avec pleins de petites villes asséchées qui tombent en ruine autour. Si Robert Ménard émerge à Béziers c'est la faute du Parti Socialiste, je le dis franchement. La cousinade de Frêche a mis Ménard au pouvoir en asséchant la vie à Béziers. Les villes autour tombent en ruine !

Alors oui, parler du « danger » de ce qu'on fait, à vouloir être dedans. Au vu de cette stratégie, on s'expose à des récriminations : « vous allez devenir comme eux » ! « vous faites du confusionnisme » ! « vous êtes populistes » ! On a bien conscience de tout ça.

On a mis en place pleins de mécanismes, une charte éthique, une limitation des mandats, mais très honnêtement, c'est des chartes...

- Pour dire la vérité : il n'y a pas de mécanismes, concrètement, formellement, pour empêcher quelqu'un de trahir. On a beau faire des chartes, des procédures, etc. Une personne a cumulé des mandats dans une autre ville. Elle dit « oui mais j'ai besoin de cumuler des mandats ». Oui ce qu'on fait c'est risqué, oui des gens trahiront, ça a toujours existé, mais il faut quand même agir.
- Sur le confusionnisme et le populisme : en bas de chez moi, de où je pars de mon quartier tous les matins, personne dans mes voisins ne me parle de ça. On reçoit énormément de charges dans notre propre camp sur la forme, plutôt que le fond de ce qu'on fait, plus que nos adversaires où des gens qu'on est censé ou qu'on a la prétention de représenter.

Maintenant [Depuis juin 2020], on a fortifié notre « pied dedans », on a notre élue Alenka Doulain. On a mis un an à domestiquer le monstre bureaucratique, on ne vient pas de ce milieu, découvrir une mairie et une métropole et les coups de trébuchet des politiciens qui sont là depuis longtemps et connaissent le système.

- Notre gain : un accès à l'information qu'on peut distribuer aux habitant.e.s et collectifs en lutte. En ce moment par exemple, il y a une manif devant la mairie en soutien à la ZAD du Lien récemment expulsée. Pour donner l'exemple du pied dedans et pied dehors, une des porte-parole du mouvement Nous sommes, Kathy, est l'une des membres les plus impliquées à la ZAD du lien. Concrètement on a des forces humaines qui contribuent à des choses hors des clous, d'ailleurs les politiciens du conseil nous le reprochent etc.
- On a une élue au conseil municipal et qui parle au niveau médiatique avec « l'aura de l'élue », ça on le sous-estime beaucoup, ça donne un traitement médiatique différent que quand on avait juste un collectif sans élu. On constate que le pari qu'on a fait peut être sympa si on veut récupérer les leviers de pouvoir.

Actuellement on crée une coordination avec tous les mouvements d'inspiration municipaliste. On crée une grande coordination avec les copains de Nantes, Seine St Denis, Perpignan, Valence etc. On va faire une action le 10 novembre sur la précarité énergétique en continuant d'être le pied dedans et de dehors.

On ne se pose pas trop de questions sur ce qui est bien, mal, etc : très concrètement on prend ce qui est bon à prendre, là où il y a du pouvoir.

L'objectif qu'on se fixe = si jamais ailleurs on voit qu'il y'a quelque chose qui crée plus de prise de pouvoir auprès d'un maximum de monde, alors on est prêt à détruire notre appareil politique, et on le fera ! Si demain il faut faire une grande ZAD au centre commercial de Montpellier et sacrifier l'appareil politique on le fera. Si jamais on pense qu'on aura plus de pouvoir à persister à aller dans chaque élection, alors on ira.

On pèse le pour et le contre, on a des conflits, des outils de gestion au consensus et consentement. On essaie d'être au mieux le plus sincèrement possible dans ce qu'on fait pour récupérer des leviers de pouvoir.

J'ai commencé en disant que je venais du community organizing. Sur le retour d'expérience après un an et demi à cravacher au niveau du conseil municipal, effectivement ça prend

énormément d'énergie... mais là quand on retourne taper aux portes et faire de l'organisation communautaire, eh bien ça n'est plus pareil ! Maintenant en tant qu'organisateur je peux avoir accès à pleins de dossiers et d'informations auxquels je n'avais pas accès auparavant et qui permettent de créer du pouvoir d'agir. On peut créer des choses concrètes.

Les gens disent dans les quartiers populaires « je veux m'engager mais j'ai peur qu'on me bloque si je critique mon bailleur », et « je ne veux pas passer pour un guignol à demander quelque chose qui n'est pas faisable ». Le savoir ce qui est faisable et pas faisable, la caution objectivable de la victoire a souvent été un frein. Maintenant on peut le lever ! Depuis qu'on a un pied dedans, quand je montre un papier qui dit « ton bâtiment est en ruine, tu peux demander de la thune », ça peut donner les conditions mentales de la victoire. Et ça aide. Je voulais terminer avec ça parce que c'est tout chaud et que c'était important pour moi de vous le redire.

DEUXIEME PARTIE - DISCUSSIONS EN PETITS GROUPES

[RESTITUTION ECRITE D'UN GROUPE, CAPTATIONS AUDIOS DISPONIBLES AUX LIENS SUIVANTS :]

Les problématiques soulevées :

- 1) Comment pratiquer de nouvelles formes d'articulations entre les différentes stratégies, et depuis quelles lieux/situations ? Quel « dosage » et comment éviter les pièges « classiques » de l'approche institutionnelle (affaiblissement des énergies investie sur le terrain, pacification/cooptation, méfiance de la « récupération » par des partis, carriérisme au détriment des communautés, etc) ?
- 2) Quelles nouvelles formes d'alliances entre luttes et alternatives de terrain pour renforcer la puissance de métamorphoses radicales et dépasser les approches sectorielles ? (sans pour autant tomber dans des discours politiques abstraits)
- 3) Quels frottements entre les cultures de luttes et d'utopies radicales et les approches plus institutionnelles ?

DISCUSSIONS DU GROUPE 1 :

Guillaume, ZAD de NDDL :

Dans les trois interventions la question de la stratégie était assumée, depuis son propre collectif/organisation/approche. Les questions portent plus sur les enjeux d'articulation. Ça me fait penser à des expériences qu'on a pu vivre soit sur la ZAD, soit à Nantes, c'était un problème d'avoir une vraie articulation stratégique entre des personnes d'horizons différents. Il y a des positions de groupes assez figées, c'est difficile de se mettre d'accord sur des stratégies. Quand il faut aller se frotter sur d'autres imaginaires des personnes ont tendance à se figer et rester dans leurs zones de confort idéologiques, c'est un gros frein à penser des stratégies communes.

A la ZAD, ou à Nantes, pour essayer de briser ça, l'enjeu est d'aller piocher des gens dans différentes organisation avec qui il y a possibilité d'imaginer des choses, ça a pu faire émerger des choses intéressantes par exemple entre des syndicalistes, des autonomes à Nantes, etc. Le gros frein c'est que ça n'a pas un côté horizontal, certains reprochent une forme d'élitisme, en

agençant une composition de personnes capables de se parler ensemble et comprendre les enjeux des uns et autres. C'est difficile à réaliser de manière ouverte. Les manières de contourner ça portent leurs propres problèmes.

Marie Soleil, chercheuse sur les communs au Québec :

J'avais lu un article qui mentionnait un exemple dans une ville, en même temps d'un mouvement de grève de travailleurs, un boycott des produits, et un blocage des transports. Dans les luttes de boycott des communs étaient créés pour pouvoir survivre pendant cette pause. Dans nos stratégies, avoir un objectif commun et s'organiser dans le temps pour que ces différentes pressions surgissent au même moment et se doter d'alternatives pour pouvoir se nourrir autrement, tenir dans le temps etc.

Antoine, conseiller municipal à Grenoble :

Je suis adjoint au maire de Grenoble, militant depuis toujours, et je le serai après mon mandat. C'est difficile quand on est élu d'être aussi militant, en tout cas sur le territoire où je suis. Je ne sais pas s'il est nécessaire de rechercher une unité stratégique. Il y a une telle diversité de tactiques entre ceux qui font de la guérilla potagère, des gens qui préparent des élections pour conquérir des mandats etc. Y a-t-il la nécessité d'avoir une stratégie commune ?

Il s'agit selon moi de cultiver une diversité de tactiques : on ne sera pas d'accord entre des saboteuses nocturnes et des gens qui préparent des élections. Il n'y aura pas d'unité mais à la limite est-ce grave ? Que peut-on faire à l'endroit où on est ? Et si possible, si on pouvait éviter de se tirer dessus en permanence, ça serait bien déjà !

Y'a plein de trucs avec lesquels je ne suis pas d'accord avec des trucs militants fait à Grenoble, des trucs que je trouve débiles, mais je ne perds pas mon temps à essayer de convaincre mes potes qui font ça, je sais qu'on sera pas d'accord, c'est pas grave. Ils font ce qu'ils font de leur côté, je fais des choses dans les institutions.

Par contre, ce qui est important c'est de cultiver des passerelles de dialogues possibles. Nourrir l'idée d'une résistance à spectre large, et éviter de passer du temps à se tirer dessus en permanence, pour moi ça n'est pas possible, je dis ça c'est un cri du cœur, ça m'a fait du bien, combien je vous dois ? [rires]

Geneviève Azam, ATTAC :

Sur la question de la stratégie, je suis d'accord sur les raisons du maintien du terme. Et en même temps il faut se garder de l'idée qu'il y a une seule stratégie, c'est pour ça qu'on se déboulonne les uns et les autres.

Il y a toute une manière d'envisager la transformation sociale dans l'univers progressiste, dans laquelle le futur était relativement stable dans sa figuration. Or on est maintenant rentrés dans une zone d'imprévisibilité absolue, dans laquelle peut surgir des événements imprévisibles, absolus.

On doit cultiver la diversité, ne pas se figer dans une stratégie, on va devoir être appelé à réagir sur des choses urgentes très rapidement, de manière sans doute coordonnée.

L'idée qu'il y aurait une ou des stratégies pensées à l'avance, qu'on pourrait appliquer à un terrain est une manière de voir la transformation trop surplombante, qui correspondait au projet révolutionnaire : le programme révolutionnaire écrit ; le programme de transition, et le jour J auquel on appliquerait tout ça.

[Il faut nourrir] des stratégies multiples, pas entièrement prévisibles. L'histoire c'est l'Evènement, c'est laisser place à l'imprévu. Cela fait la dynamique de l'histoire, notamment du fait des désastres qui peuvent amener des basculements totalement imprévisibles. Ce que nous vivons au niveau de l'écologie modifie même la façon de poser la question de la stratégie.

Simon, Nantes en Commun :

J'ai plusieurs exemples de choses qui se sont passées à Nantes... là où on se fait défoncer, et où on a une mauvaise stratégie, c'est dans la convergence d'un agenda politique. Les gens en possession du système en place, des médias etc, ont une très forte facilité à converger sur des sujets politiques qu'ils mettent à l'agenda médiatique. Nous on est sur pleins de sujets très importants, que ce soit dans notre collectif et de manière générale dans le milieu militant nantais. Comment décide-t-on de l'agenda ?

Au moment des gilets jaunes, des assemblées ont tentées de se refaire, une Maison du Peuple a été décidée à Nantes. On a essayé de se rassembler et se mobiliser sur des sujets de manière collective. Il y avait des mélanges de groupes d'acteurs qui n'ont pas l'habitude de se parler. Récemment, la Maison du peuple a été expulsée et a réussi à faire converger pleins d'autres collectifs différents, aux profils différents, cela a créé des choses intéressantes, avec le besoin de nouveaux lieux pour squats à Nantes. Ça a permis de rassembler pleins des gens qui se parlent au-delà de questions d'identité, de posture etc. La mise à l'agenda commune, l'objectif commun, a permis d'articuler des stratégies communes.

Une autre lutte où l'on parvient à articuler des agendas : celle contre la construction du CHU à 1,5 milliards, c'est aberrant pour plein de raisons. Pleins de collectifs mobilisés dessus, que ce soit des syndicats de soignants, des mouvements autonomes nantais. Ils se sont dit : comment on empêche ensemble la construction du CHU ? A partir de ces objets concrets c'est plus facile d'articuler plutôt que de se tirer la bourre sur des modes d'action différents. Dés fois ça marche, dés fois pas du tout.

Pierre, Fondation Danielle Mitterrand :

Comment aller au-delà du constat d'une diversité de tactiques et de stratégies ? Le risque serait de tomber dans une approche un peu libérale de la question, où, au fond « chaque acteur fait ce qu'il veut et c'est très bien », sans réellement penser en commun les conditions d'accroissement des rapports de forces, des puissances, qui implique des désaccords et frottements.

Je suis d'accord avec l'approche des luttes concrètes, objets concrets, territoires à défendre – on le voit bien avec les luttes contre les grands projets, les ZADs etc, qui permettent des

compositions d'acteurs très large et le déploiement d'intelligence tactique allant bien au-delà des postures.

Je vois aussi un autre enjeu, qui est la question de l'échelle et territoriale : comment se poser ces questions là depuis des objets communs, des expériences défendues ; de l'échelon communal/municipal comme disait Rahny à partir d'un territoire/ville en partage. Cet échelon là peut être une manière de sinuer entre différentes stratégies. Il n'y a pas de réponse toute faite, cela se pense en situation.

La logique de l'érosion du capitalisme et de l'accroissement de puissances des mouvements se pose dans des territoires, là où on vit, ça n'est pas surplombant... D'où la question des passerelles, comme ce que fait Fréquence Commune par exemple, qui permet de relier pleins de petits élus de villes gagnées sur des listes citoyennes.

Frédéric, Id Eau

Notre association a lancé un appel pour la reconnaissance de la personnalité juridique du Rhône, on vient de lancer une « Assemblée populaire du Rhône ». La question stratégique nous est tombée dessus, on se l'est accaparée avec nos contraintes, avec l'idée d'une confédération des stratégies autonomes. Chacun est dans son camp, il y a une contrainte géographique et de temps.

On est basés en Suisse à Lausanne, le bassin versant du Rhône est transnational, le calendrier politique français et suisse est très différent. Contraints par cela, on promeut une reconnaissance des droits des écosystèmes, ce n'est rien de moins qu'une révolution du droit, passer d'un droit de réparation à un droit de préservation, et en cascade hacker le système, pas juste la reconnaissance mais l'applicabilité. Si on donne la possibilité à un fleuve, comme en Equateur de dire non à des activités extractivistes c'est très puissant. On est obligé d'avoir une stratégie, pas pour juste faire bugger le système mais imaginer l'après, sinon on a perdu tout le monde. Quand on prospecte dans les territoires on s'aperçoit que c'est nécessaire d'avoir cette lueur commune. Ça ne veut pas dire qu'il faut diluer les combats.

Il faut repenser les choses : on est dans une stratégie où on ne veut plus faire « contre » mais « pour ». Le mot stratégie ouvre à une vision, avoir plusieurs coups d'avance pour inventer un nouveau paradigme. Il y a une échelle de plus en plus prégnante : l'échelle du bassin versant pour laquelle on se bat de plus en plus.

On s'aperçoit que dès qu'on parle de ça cela crée du lien, de l'attachement ; on s'aperçoit que la Gamarre d'un coup est relié au Vallais, en passant par le Lyonnais. Des collectifs sur leurs propres combats viennent chercher des aides sur des collectifs sur leur bassin avec le même lien. Ça se construit un peu naturellement. Comment on garde cette autonomie de lutte et de stratégie qui construisent un objectif plus grand, qui nous réunit, qui fait guérilla.

En un an, est né d'un processus démocratique une assemblée populaire ; on veut non pas demander à l'Etat suisse ou français mais aller chercher nous-mêmes la reconnaissance des droits dans les territoires. ancré les BV dans les territoires et les biorégions, on voit le Rhône comme une confédération de biorégions. Imaginer un minimum de stratégies, même s'il y'a l'urgence des luttes. Avoir de l'imagination. Faire des ponts, des réunions, pour mûrir et « cranter » chaque point.

C'est comme ça qu'une mairie comme Lyon vient de signer l'Appel du Rhône, que les mille pieds dehors peuvent influencer au max le pied dedans en espérant que d'autres plus petites collectivités, et surtout des municipalistes, rejoignent ce mouvement.

Vincent, association TEJE (association qui tisse des liens entre France et Colombie)

On fait beaucoup de liens entre France et AmLat, à travers l'UEMS, via la Fondation, bcp de rencontres mutuelles. On découvre les stratégies des un.e.s des autres. On voit qu'on arrive à créer des liens faibles et forts à différents niveaux autant entre organisations des sociétés civiles ; mais aussi avec des institutions pour une action de plaidoyer. On a créé un lien avec un député d'un parti qu'on n'avait pas imaginé. On crée un lien faible parce qu'on ne sait pas si y'a un risque de récupération/instrumentalisation. Imaginer une méta-stratégies sur la manière de créer des nouveaux liens, des nouvelles passerelles, et comment les entretenir ? La notion de confiance est très importante également.

Marie-Soleil, chercheuse sur les communs au Québec :

Une piste est de créer des espaces de dialogues et de frottements entre des militants plutôt dans la confrontation, d'autres dans l'interstitiel, d'autres dans la transformation institutionnelle : être capable de se rencontrer, de nommer ces stratégies, comprendre les forces et angles morts de chacune des stratégies, et se reconnaître comme étant interdépendants. Eroder le capitalisme c'est adopter des stratégies au bon moment selon le contexte et objectifs à atteindre, activer des réseaux de stratégies en fonction.

Moi par exemple je suis plutôt dans l'interstitiel, on a créé un jardin communautaire, on cherche à créer des canaux d'entraide et d'interpellation pour se soutenir au bon moment. Je vais chercher des personnes pour mettre la pression sur municipalité ; ou bien des complices en interne etc. Créer des cartographies de lieux/luttes situations qui peuvent être rejointes, partagées, savoir qu'il existe des liens de confiance.

Didier Minot, collectif Changer de Cap :

Notre collectif Changer de cap relie beaucoup d'associations en local porteuse de coopérations, de solidarité, de démocratie partagée, de l'auto-organisation. On cherche à les mettre en réseau et développer une réflexion commune pour que chacun.e voit mieux la portée globale de ce que chacun.e mène. Beaucoup d'acteurs locaux sont sur leurs actions mais pensent qu'elle est sans portée globale. On organise des rencontres sous forme de forums, on a été aidés par le confinement et la découverte de Zoom ! ça a donné des échanges d'expériences et de pratiques qui donnent de la force.

On constate un découragement des militant.e.s face à la situation très difficile, aux manques de résultats, à la difficulté des manifestations même massives, des actions revendicatives. Beaucoup se découragent. La situation ne va pas s'améliorer dans les mois et années qui viennent, donc il faut donc trouver des parades.

On lance depuis novembre 2021 un appel à multiplier des groupes d'entraide, de résistance et de coopération à tous les niveaux. Ou bien à ce que des noyaux d'association, des noyaux durs de militants qui se connaissent, prennent conscience de la nécessité de cette résistance dans les années qui viennent.

Le fait de faire circuler les actions positives qui se mènent est un facteur d'espoir et de remotivation. Que chacun.e voit qu'il n'est pas seul.e à résister. Dans ces expériences il y a de tout : des personnes qui sont aux Lentillères, des personnes qui sont dans des équipes municipales... On ne cherche pas à dire qu'il y a une vérité unique sur chaque problème mais plutôt à identifier les enjeux et avoir des espaces de dialogue.

Je me suis retrouvé sur ce qu'a dit Laurent Jeanpierre. On voit qu'il y a des ponts qui s'établissent dès lors que des gens qui sont dans une équipe municipale, notamment une femme GJ Haute Corse qui est chargée de l'environnement dans une petite commune et fais plein de trucs intéressants (sur la plage, dans la montagne), du coup ça apprend aux autres.

Ça n'est pas une discussion intellectuelle qui permet de rompre les clivages et cloisonnements mais c'est par l'échange de pratiques et le dialogue, on essaie modestement de faire cela parce que nous sommes une toute petite équipe.

Nathalie, Fondation Un Monde Par Tous :

Je travaille à la Fondation Un Monde par Tous mais je vais prendre ma casquette militante/associative/citoyenne : je trouve que ce qui est difficile c'est que si on soulève cette tension entre « un pied dedans / mille pied dehors », c'est qu'on a tous vécu des moments douloureux de vie militante parce qu'on veut marquer des points, mais on perd du terrain pour autant. On veut parler de stratégie pour marquer vraiment des points, pour gagner, ne pas se dire « c'est foutu ».

Cette question est très importante, et de plus en plus présente dans les milieux militants, notamment il y a eu beaucoup de débats dans sur les modes d'action, la violence/non-violence, dans les dernières années. Si on pose cette question de la stratégie c'est qu'on voit bien qu'au cours des dernières années toutes les tentatives plus institutionnelles / de plaidoyer, de tentatives de dialogues n'aboutissent pas : que ce soit la Convention citoyenne pour le climat, les tentatives des Youth For Climate d'aller à l'Assemblée Nationale etc... La Convention Citoyenne pour le Climat c'est une belle expérience parce que tous les militants qui se sont évertués à expliquer sur les plateaux télé que ça allait marcher, ont connu la désillusion collective, cela donne un effet de clarification bénéfique.

Dans les milieux militants il y a beaucoup d'interrogations, il y a du désespoir.

Pendant les élections municipales on a été beaucoup à s'engager dans des listes citoyennes, ou bien au niveau des Verts etc. Avec ce désespoir, de dire « faut y aller, prenons le pouvoir ! ». Mais attention, il faut toujours garder un cap, se poser les questions : quels sont nos ennemis, quelles sont leurs stratégies de récupération ?

Le danger c'est que l'approche du « pied dedans » rende nos stratégies inoffensives, quand on essaie de mettre ce pied dedans on joue avec ce côté de rendre nos propres luttes moins offensives. Je dis ça parce que je me suis retrouvé à des marches pour le climat où Alternatiba

disait « la mairie nous a prêté cet endroit, donc on va visiter une exposition dans un parc sur les écogestes ». Je me dis : mince, on est sur une marche pour le climat et on revient sur les écogestes, comme si la mairie avait rendu ce combat un peu plus aseptisé ! Je trouve que cette limite dedans-dehors est très fragile.

Guillaume, ZAD :

Je trouve ça intéressant ce que tu dis, on peut effectivement voir cela comme une forme d'affaiblissement/récupération... mais c'est au mouvement de base de ne pas se laisser enfermer/accaparer par ça. Les actions de terrain seront toujours récupérées. C'est à nous de ne pas nous faire enfermer parce que certaines organisations se laissent emmener là-dessus.

Il n'y a parfois pas de consensus en interne. Parfois il s'agit d'avoir des stratégies communes / parfois il s'agit d'acter des désaccords stratégiques, qui avancent en parallèle ; ça ne veut pas dire que les gens deviennent tes ennemis mais qu'il peut y avoir des endroits de désaccords.

J'ai une question pour des personnes dans des mairies, et notamment pour Grenoble : y a-t-il déjà eu des articulations entre le conseil municipal et des mouvements de terrain, des luttes etc, qui ont poussé quelque chose pour faire travail commun ? D'un côté la rue et de l'autre l'équipe municipale ?

Antoine Back : Je veux revenir sur la difficulté de cette articulation. Par exemple en 2014 on était beaucoup issu de mouvements sociaux, de collectifs d'habitants, ou bien de partis. Il s'est tout de suite installé une certaine défiance par rapport à d'où on vient. Dès qu'on fait une erreur on s'en prend plein la gueule, on se fait sauter à la gorge, c'est particulièrement douloureux quand ça vient des siens. C'est la vie, ça épaissit le cuir.

On a beaucoup travaillé : on a créé des jardins partagés citoyens dans les parcs de la ville, construit des liens avec des permaculteurs.ices sympas... jusqu'à la question de l'accueil des exilé.e.s/migrant.e.s, qui est une grande bataille qui entraîne un rapport de force terrible avec l'Etat/Préfecture. Et là les communes sont seules, face à Etat qui dit « niet », les Régions qui disent « niet ». Plus tu en fais, plus on te laisse te débrouiller tout seul. Donc on a besoin de bosser avec les collectifs d'habitants : sur ce sujet on bosse avec RESF et jusqu'aux autonomes dans les squats.

Mais pour qu'il y ait passerelles/articulations il faut un dialogue entre les deux côtés et du respect. On a eu la situation d'un collectif qui a pris un bâtiment qui allait être rénové pour le logement social, pour le squatter pour loger des exilé.e.s, et qui sautent à la gorge en nous disant qu'on est responsable. C'est difficile de discuter avec des gens qui passent leurs temps à t'insulter, te traiter de menteurs. On dit « on veut que les gens aient accès à l'abri et à leur droit ». Les gens en face te disent « oui oui, mais vous êtes des salaud.e.s ! ».

La tentation est de dégager cet antagonisme, de dire « on va avancer sans vous », il faut résister à ça... Mais à un moment les personnes hyper-radicales voient que leur stratégie est moisie parce que tout le monde – Etat, région, département - leur dit d'aller se faire voir... donc il reste qui ? La mairie, qui veut vraiment prendre soin des gens.

Au bout d'un moment on peut bosser sur de l'habitat alternatif, temporaire, de l'autogestion, en lien avec les services techniques. Plus les postures sont violentes au départ, plus les passerelles prennent du temps – c'est sûr qu'on n'a pas ces problèmes là avec les gentils permaculteurs urbains qui veulent faire du bio !

Sur l'habitat social on peut imaginer des tas de choses, mais là encore ça demande du temps. Il est difficile avec des personnes dans postures très radicales qui considèrent que les institutions sont à abattre *par essence*, ou alors des camarades ou anciens camarades qui considèrent que, si tu es issu des mouvements sociaux et dans les institutions, tu es passé du côté des traîtres. C'est difficile parfois de garder le sang-froid pour discuter.

C'est dialectique, une lutte permanente : comment se faire *suffisamment* confiance pour avancer sur des dossiers précis ? Mais c'est sûr qu'on ne s'embrassera pas sur la bouche et on ne sera pas d'accord sur des stratégies.

C'est notre devoir de trouver des articulations, qu'on soit dans l'institution ou en dehors. Je considère que c'est plus naturel que de faire confiance à la ville de Grenoble pour trouver des solutions pour migrants que de faire confiance à Macron pour résoudre les problèmes climatiques !

Clarisse, Quartier Libre des Lentillères :

Par exemple, nous dans la lutte des Lentillères on avait tous les pieds dehors à une époque. On devait porter cette approche de radicalité que tu décris, avec aucun dialogue avec la mairie et les institutions... et c'est ce qui a construit un rapport de force où la police ne rentre pas, qui permet que pleins d'exilés soient accueillis aux Lentillères, de continuer de faire la fête pendant le Covid.

Longtemps on avait cette posture qu'on ne voulait absolument aucun dialogue avec l'Etat, les institutions, etc. Cette position de radicalité et d'une certaine clandestinité permet de faire énormément de chose et on veut la garder. Ce qui me fait peur c'est comment on pourrait l'abandonner malgré tout, en étant dans la logique du compromis et de la composition. Ils ne nous laisseront pas tranquille ad vitam eternam.

On peut imaginer que la municipalité Dijon cherche à investir le terrain médiatique, avec une proposition qui sera forcément plus déployée vu qu'ils ont de plus gros moyens que nous pour la travailler. On a peur et c'est pour ça qu'on voudrait prendre les devants avec la « ZEC », d'une manière maîtrisée. Car on ne va pas se retrouver à faire des campagnes de comm'.

Il y a une vraiment dimension d'intégrité : oui, on va continuer à faire des assemblées et pas forcément des campagnes de communication. Y'a de l'urgence ? Hé ben si on est pas prêt.e.s on est pas prêt.e.s ! Le maire a annoncé les baux en 2020, on n'était pas du tout prêt.e.s ! Et après y'a eu le Covid ! C'était un concours de circonstance mais d'une certaine manière ça a donné raison aux habitant.e.s du quartier qui disait « arrêtez de vous speeder », alors que nous on disait « mais non mais non on va être expulsés ! »

Sur la question « Un pied dedans, mille pieds dehors », ce qu'on a fait depuis 2019 on a dit : on n'aura pas de désaccord de principe avec une forme de régularisation/normalisation, parce qu'on veut sortir de l'idéologie.

Pleins de prises de paroles vont dans ce sens là, de sortir de l'idéologie et des postures : on ne sera pas d'accord sur tout, ou on ne pourra pas faire alliance sur tout. Mais j'aime bien l'idée de parler de réseaux de stratégies, sans se raconter qu'on va se faire alliance sur tout. J'aime bien l'idée de dire qu'assumer les désaccords est aussi une manière de faire équipe.

On peut apparaître comme fort face à un ennemi qui montre une face hyper lisse, de montrer qu'il y a de la complexité. La municipalité, un de ses endroits de difficulté par rapport aux Lentillères, c'est qu'il y a d'autres collectifs qui se sont montés pour empêcher des écoquartiers dans la ville, Rebsamen est connu pour le grand promoteur immobilier qui a détruit les grands ensembles à Dijon.

[Ensuite sur la question de l'échelle.] A un moment donné qu'on se le dise moi je suis en logement social à titre personnel, je change de logement social et je suis honnêtement contente, c'est bien mieux que ce que j'avais avant. C'est se voiler la face de dire que le Quartier Libre des Lentillères est une « terre d'accueil » pour exilé.e.s à lui tout seul, on accueille 30 personnes, c'est trop petit par rapport aux besoins, donc effectivement la question d'échelle se pose et il y a de l'alliance possible à des endroits.

Il faut avoir l'honnêteté de le reconnaître. Pour moi l'enjeu est politique = sur les Lentillères on revendique autre chose, autre manière de penser la ville, produire, vendre, travailler, habiter le territoire !

C'est dans le partage de pratiques qu'il se passe quelque chose. Il se passe quelque chose quand les gens viennent au Lentillères et voient qu'il y a un truc qui se vit, pas dans les grands discours ! Une manière de lutter ensemble et faire des réseaux de stratégie est aussi de pouvoir traverser des expériences ensembles et éprouver dans son corps que c'est possible de faire autrement.

Là où j'ai pleins de questions : quand on doit renouveler la logique de « contrer/du conflit », quand on ne combat plus contre un écoquartier/un grand projet, que la mairie a tout le pouvoir sur la suite de la séquence... alors comment on fait alliance pour contrer quelque chose qui n'existe pas encore dans les imaginaires ? Notre parti pris : construire, et que les constructions durent pendant 10 ans !

J'aime beaucoup la logique clandestine du « pied dedans » les institutions : on a effectivement besoin d'infos. On aurait besoin de savoir ce qu'il y a dans la tête des élus. Peut-on avoir accès à des projets etc ? On est hyper démunie.e.s face à ça. Ça pose la question des tendances municipalistes, c'est une manière d'avoir une connaissance sur des informations. On l'assume, on n'est pas d'accord sur tout, mais si tu peux me donner des infos c'est cool !

Dés fois on fait un énorme truc de nos luttes autonomes en mode « waouh les Lentillères c'est incroyable ! », mais en fait quand tu regardes la vie politique réelle de Dijon les gens n'en ont rien à faire, il y a d'autres chats à fouetter, de la misère sociale, le changement climatique, etc. Il faut revenir un peu sur terre, des questions d'échelle sont posées.

Topinambour : J'ai participé à plusieurs Zad en Île de France à Gonesse, Saclay, Aubervilliers, je fais une thèse en lien avec XR à Paris-8. Je voulais réagir sur deux choses.

Sur la récupération j'ai l'impression qu'elle se fait de plus en plus rapidement sur les luttes écologistes. On voit bien que mouvement des « Villes en transition » des années 2000 est ce qui sert les nouvelles formes d'urbanisme, les écoquartiers etc. Sur des terrains où j'étais, j'ai

observé des schémas récurrents : les différents collectifs, associations, luttes, emploient des diversités de stratégies qui articulent mobilisations juridiques, mobilisations citoyennes, de terrain etc. A Aubervilliers on a fait appel à la LPO, à des orgas autour du travail.

Beaucoup des associations passent par des stratégies juridiques ou de mobilisations citoyennes, se rendent compte que ça ne marche pas malgré la diversité, et arrivent souvent à des choses plus radicales et notamment à l'occupation.

A Gonesse le CPTG a essayé pendant 10 ans beaucoup de registres d'action différents pendant 10 ans pour finalement faire appel à des personnes pour l'occupation. Du côté des Jardins d'Aubervilliers, c'est la même chose mais c'est allé plus vite. Le juridique à Aubervilliers a permis de bloquer les travaux temporairement.

Cette même logique de passage à l'action de terrain se retrouve dans la campagne des Soulèvements de la Terre, où beaucoup de collectifs rejoignent la dynamique en disant « on a tout essayé, maintenant il faut y aller avec des actions plus directes de blocage, d'occupation, de sabotage ». La question est contextuelle, liée à la catastrophe à laquelle on fait face, les personnes au pouvoir ne veulent pas lâcher, et cette articulation de stratégies nous est imposée de fait.

Frédéric, ID-Eau :

Pour que cette radicalité et cette rupture soit la moins inoffensive possible il faut la construire. En Suisse les associations sont peu financées par le domaine public. Je pose la question : pour construire il faut de l'argent, des ressources. Comment on a un pied dedans et un pied dehors avec la question du financement ? Je ne sais pas comment vous faites mais nous on est un peu à sec. Si on veut être impactant il faut se créer notre propre économie et ça n'est pas évident. Or beaucoup de nos organisations et collectifs sont à sec. Aujourd'hui on est à zéro. On a refusé 400 000 francs parce que c'était Total, Philip Morris et EuroMaster.

Clément, Nantes en Commun :

Je suis à Nantes, vous savez le petit village à côté de Notre-Dame-des-Landes ! Je vois la multiplicité d'initiatives d'auto-organisation de stratégies interstitielles un peu partout. Des dizaines de milliers de gens sont passées à la Zad, aux Lentillères, vivent des transformations dans leur corps. Mais n'a-t-on pas une sorte de rupture et d'accélération dans les urgences mondiales ? Ces nouveaux mondes sont des terreaux favorables pour attaquer le capitalisme, mais le risque est aussi d'être inoffensifs ou tomber dans localisme ou atomisation. Parfois des initiatives locales déploient une grosse énergie pour surnager dans cet océan de capital.

On a beaucoup critiqué les idéologies, bien sûr il ne faut pas arrêter les initiatives locales pour faire un parti central ; oui on construit des petites choses à droite à gauche, mais aussi rappeler qu'on s'inscrit dans un projet commun, qui se pense plutôt en confédération plutôt que d'en haut.

Didier, Changer de cap :

Il y a un an et demi il y a eu une rencontre des communes libres à Commercy, la rencontre « Commune des communes ». Il y a eu un débat entre des gens qui prônaient une radicalité des expériences et des gens qui disaient « on est obligé.e.s de tenir compte de l'ensemble des habitant.e.s d'un territoire et d'être à l'écoute », pour ne pas aboutir à un individualisme de groupe qui rejoindrait une position libertarienne.

En face de ça on a essayé de rassembler des dynamiques locales différentes : certaines rassemblent les habitants d'un territoire sur une période longue sur 10, 20, 30 ans en maintenant la participation citoyenne. Quels sont les outils et voies permettant d'éviter la marginalisation d'une petite équipe agissante ?

Les critères déterminants : l'un deux est l'écoute territoriale des habitants au-delà d'un cercle de convaincus. Ça semble aller moins loin mais permet de maintenir dans le temps la dynamique.

Il faudrait parler de l'expérience de Saillans qu'on a beaucoup décrit dans les dernières années, parce qu'à la fin ils se sont scindés. Je suis prêt à discuter de ces conditions de pérennité, parce qu'on ne prétend pas avoir la solution.

Geneviève Azam :

En réaction à ce que disait Clarisse sur la municipalité de Dijon : à Toulouse il y a eu une liste citoyenne Archipel Citoyen, que j'ai largement soutenu, on a été confronté à des ennemis politiques mais aussi à l'ignorance crasse des services. Par rapport à Dijon, les Lentillères ils ne savent sans doute pas quoi en faire. Du coup un promoteur arrive avec une idée et elle est prise. On a parfois une vision de nos ennemis comme étant super stratégiques, super intelligents, on s'autointoxique avec une vision du camp d'en face trop puissant. Nous projettons chez nos ennemis la toute-puissance. Aujourd'hui si c'est aussi violemment socialement c'est que c'est fragile. Tout s'accélère aujourd'hui : la destruction, l'extraction, etc.

J'ai bien aimé l'idée de « réseaux de stratégies » : dès lors qu'on pense l'érosion du capitalisme comme un processus et la révolution comme une fin, plus une locomotive mais le dernier wagon, cela prémunit contre toute idée d'avant-garde. Cela prémunit contre un certain narcissisme de la lutte, un narcissisme de l'entre-soi, un individualisme libertarien. Il y a beaucoup de désaccords, mais l'idée de réseaux de stratégie permet d'élargir et de se prémunir. Nous ne voulons pas simplement changer de gouvernement mais créer un bouleversement de l'ensemble de la société. Et la société n'est pas aujourd'hui sur l'écologie radicale. Nous sommes là-dessus, mais d'autres ailleurs sont sur d'autres enjeux dont nous avons besoin.

Frédéric ID-Eau :

En Suisse on a une démocratie participative où on peut faire voter le peuple pour savoir si les vaches doivent garder leurs cornes, sur le niveau de la rémunération des dirigeants, etc. Récemment on a eu une votation citoyenne symptomatique sur les pesticides avec la possibilité de l'interdire à un horizon de 10 ans. Or on a perdu à 60%. Même si au départ tout le monde était bienveillant sur cette votation. Il n'y a pas eu de stratégie éclatée, donc front contre front

on était perdant. Si tu dis juste « ce n'est pas bien », en face tu as l'Union des paysans et les partis d'extrême-droite qui apportent suffisamment d'argent pour faire débat.

Garder cette idée qu'il faut être multiples, différents, cultiver cela. En Suisse on a un terrain d'essai formidable à ce niveau-là. On s'aperçoit que cela ne peut venir que de cette multiplicité, de cette « guérilla », sinon on n'y arrivera pas.